



Bolivie

Citoyennetés créatives et patrimoines dynamiques

Résumé d'évaluation – PISCCA 2019-009



Le MEAE publie les synthèses des évaluations des Projets innovants des sociétés civiles et coalitions d'acteurs (PISCCA).

Contexte

Le patrimoine millénaire de la Bolivie est mondialement reconnu avec sept sites inscrits à l'UNESCO. Il souffre néanmoins d'un **faible soutien public et d'une sous-exploitation que les organisations de la société publique (OSC) boliviennes tentent de compenser**, en menant de nombreuses actions de protection et de revalorisation du patrimoine matériel et immatériel.

En mobilisant des publics défavorisés ou victimes de violences (jeunes déscolarisés, femmes, habitants en zone rurales), les **projets portés par des OSC boliviennes sont des leviers importants pour favoriser l'insertion sociale et professionnelle, lutter contre les discriminations et les inégalités de genre**. En assurant l'entretien et la valorisation de richesses patrimoniales, les initiatives de la société civile concourent également à soutenir le **développement du tourisme et la création d'emplois** liés à ce secteur.

Objectifs et activités

Le projet lancé en 2019 et qui s'est étendu sur 2 ans avait un double objectif :

- **consolider les actions de la société civile dans le domaine de la protection et la valorisation des patrimoines culturels matériel et immatériel ;**
- **favoriser l'intégration professionnelle des femmes et de jeunes issus de milieux défavorisés**, et ainsi lutter contre la pauvreté et les violences de genre.

La sélection des initiatives de la société civile, a été réalisée après lancement d'un appel à projets, qui a permis de retenir quatre organisations de la société civile. Les associations ont été financées à hauteur de 114 750 € chacune.

Durée du projet : 24 mois (2019-2020).

Montant accordé par le MEAE : 459 000 €
(cofinancement : 100 000 €).

Thématique : appui aux sociétés civiles, archéologie, patrimoine, protection des sites, formation professionnelle.

Marqueur genre : 1 (intégration significative du facteur genre).

Type d'évaluation : Auto-évaluation

Méthodologie : Entretiens avec les porteurs de projets (4), analyse documentaire et consolidation de données.

Principales réalisations

- **Ecole Taller de Sucre (EST) :** formation de 75 jeunes (50% de femmes) ayant contribué à des travaux de restauration de la cathédrale ; 70% d'entre eux ont atteint un niveau BEP et 30% un niveau CAP.
- **Centre culturel MARTadero :** 120 personnes ont participé à des réaménagements d'espaces urbains (création de fresques et de peintures au sol, installation d'équipements, création d'espaces de promenade pour piétons et cyclistes).
- **Ecole de cuisine Manq'a :** 701 jeunes formés en cuisine et entrepreneuriat ; 1 390 jeunes ont participé à trois concours permettant de valoriser le patrimoine culinaire, l'alimentation saine et la nutrition.
- **Mouvement d'Intégration Gastronomique Bolivien (MIGA) :** concours « Ma cuisine, mon héritage » (238 vidéos réalisées par des jeunes et adolescents de tout le pays) ; promotion des traditions culinaires régionales (ouvrage, vidéos) ; émissions TV de sensibilisation à la diététique et à la consommation de produits locaux ; rédaction d'une charte de la gastronomie bolivienne.

Résultats de l'évaluation

L'évaluation fait état d'un **bon niveau de pertinence** du projet qui s'explique, en premier lieu, par le **choix de soutenir des initiatives de la société civile dans un secteur peu investi par les pouvoirs publics et où les besoins restent importants**. D'autre part, le fait de sélectionner des **OSC expérimentées, très ancrées dans leur territoire, a permis d'atteindre sans difficulté les publics visés**. Cette capacité a également été renforcée par les **activités soutenues qui répondaient à des besoins avérés** (formation, insertion, hygiène alimentaire) et dont les **formats étaient innovants ou attractifs** (concours, formation à composante très pratique et effets visibles sur le cadre ou les conditions de vie). Enfin, en cherchant à **concilier insertion et équité sociale, le projet était adapté aux enjeux du contexte bolivien** qui demeure marqué par la violence de genre, la discrimination sociale en zone péri-urbaine ou rurale, et une jeunesse souvent en décrochage scolaire et social.

Le projet s'est déployé dans un **contexte affecté par la survenance d'une double crise, politique** (destitution du président, gouvernement de transition, nouvelles élections), **et sanitaire** (COVID). Ces dernières ont engendré de fortes contraintes (grèves, interdiction de déplacements, confinement), que le projet a pu surmonter en redéployant certains financements (initialement prévus pour des événements en présentiel), vers de nouveaux besoins devenus indispensables pour la continuité des activités.

De ce fait, l'évaluation fait état d'un **bon niveau d'efficacité car tous les principaux résultats escomptés ont été atteints**. Parmi ceux-ci, on retiendra plus particulièrement la **capacité du projet à mobiliser des jeunes en situation d'exclusion et des femmes victimes de violences sur des formations, ou sur des activités utiles à la collectivité** (réhabilitation d'espaces publics, création de lien social, revalorisation de cultures traditionnelles). De même, le projet a permis de mobiliser des professionnels sur la rédaction d'une **charte de la gastronomie bolivienne, qui a été remise aux autorités**. Signée par de nombreux restaurateurs, qui l'affichent dans leurs établissements, cette charte est susceptible d'avoir des impacts positifs sur leurs salariés et sur le développement de leur clientèle.

En tant que premier programme financé par le FSPI en Bolivie, ce projet a également eu des **effets retours intéressants pour l'ambassade de France**. Il lui a notamment permis d'**ouvrir un dialogue constructif avec les organisations de la société civile sur des thématiques jusque-là peu couvertes par la coopération bilatérale française et internationale** (patrimoine, inclusion sociale et égalité de genre, santé alimentaire). Par ailleurs, **la flexibilité, la simplification des procédures et la rapidité d'exécution** ont été appréciées par les

OSC. Ces qualités constituent une **réelle plus-value** car elles sont peu fréquentes auprès des autres bailleurs qui concentrent leurs efforts sur des programmes plus ambitieux. Au-delà de ces résultats positifs, l'évaluation estime que **deux aspects liés au management du projet auraient pu être améliorés** : le rôle de régulateur et de conseil du comité de pilotage jugé trop faible et le fait d'avoir privilégié une auto-évaluation avec des moyens limités.

En fin de programme, **plusieurs éléments sont susceptibles de contribuer à la durabilité des résultats : l'ancienneté et l'autonomie des OSC** soutenues qui sont en mesure de continuer leurs activités sans forcément dépendre de financements relais ; **l'élaboration d'une feuille de route pour soutenir le dialogue entre la société civile et l'Union européenne** qui a permis de dégager de nouvelles pistes de collaboration avec la coopération italienne et espagnole. Notons enfin que les **partenariats entre l'ambassade et l'association Manqu'a ont été prolongés à l'issue de cette première expérience**. En effet, l'association est devenue partenaire de l'organisation des Assises du volontariat et elle est associée à une initiative régionale visant la professionnalisation de jeunes ruraux.

Recommandations

Pour le service de coopération et d'action culturelle de l'ambassade :

1. Améliorer le suivi du programme PISCCA en complétant le rapport initial avec tous les attendus et résultats escomptés des micro-projets une fois les OSC sélectionnées.

2. Anticiper les coûts de l'évaluation en prévoyant une ligne budgétaire de 5% minimum pour le recours à des consultants (comprenant notamment les frais de traduction). En cas d'auto-évaluation, être en capacité de mobiliser un agent à temps partiel sur plusieurs mois pour réaliser les travaux.

Pour l'administration centrale :

3. Ajuster le calendrier de remise du rapport final d'évaluation aux contingences locales (dates de clôture des comptes des OSC boliviennes et de remise des rapports des auditeurs externes) ; accorder au service de coopération et d'action culturelle de l'ambassade des délais adéquats pour une meilleure évaluation et estimation des effets.

4. Proposer aux OSC des formats types de présentation de micro-projet avec les attendus (finalités, objectifs, cadre logique, indicateurs, résultats escomptés, chronogramme, budget...) afin de faciliter le suivi de leurs initiatives.

5. Fournir aux OSC des outils pour le suivi et l'évaluation de leurs initiatives : modèles simples, adaptés à leurs capacités, qui faciliteraient la consolidation des résultats de chaque micro-projet et l'évaluation finale du programme PISCCA.